

Changement et continuité à Moscou

La “passation de pouvoir” ne changera pas grand-chose puisque le véritable chef a toujours été Poutine

“Je vous demande de soutenir la candidature de Vladimir Poutine à la présidence du pays.” C’est par ces quelques mots que le président Dimitri Medvedev, à l’occasion du dernier congrès de Russie Unie, a enterré définitivement toute perspective de se succéder à lui-même. Il faut dire que l’objectif relevait de la mission impossible. “Simple” Premier ministre de Medvedev depuis 2007, Vladimir Poutine contrôle, dans les faits, toutes les décisions, procède à toutes les nominations et révocations et s’appuie sur une administration aux ordres, puisque dirigée par une multitude de représentants issus des fameux organes de sécurité qu’il affectionne tant.

La perspective d’un retour de Poutine à la tête de l’État russe ne devrait finalement pas changer radicalement la donne. C’est notamment le cas sur le plan économique. Les indicateurs sont aujourd’hui au vert. La croissance est estimée à quelque 4 % sur 2011. De leur côté, l’endettement et le déficit public sont quasi inexistantes. Certes, le pays reste en grande partie dépendant des cours des matières premières pour ses recettes budgétaires, les infrastructures sont encore déficientes et la corruption demeure un mal endémique. Malgré ces éléments d’incertitude, les perspectives et le climat des affaires demeurent plutôt favorables ; la perspective du maintien au pouvoir de Poutine est dans l’ensemble perçue assez favorablement par les investisseurs occidentaux.

Sur un plan international, il faut s’attendre à une poursuite de la ligne dure d’une Russie confrontée aux ambitions occidentales jugées hégémoniques. Le veto russe, il y a quelques jours, à un vote du Conseil de sécurité menaçant Damas de mesures contraignantes en réponse aux massacres de civils innocents, permet d’en prendre la juste mesure. Il est vrai que Moscou avait été quelque peu irrité par l’interprétation plus que flexible qu’avaient fait la France et le Royaume-Uni de la résolution de l’ONU destinée à protéger les populations civiles libyennes... Autant dire que la question syrienne risque de rester quelque temps encore une pierre d’achoppement au rapprochement Europe-Russie.

Il ne faudra pas s’attendre non plus à une grande évolution sur les différends territoriaux (indépendances autoproclamées de l’Abkhazie et de l’Ossétie, sécession de la Transnistrie, statut de la Crimée, non-reconnaissance par Moscou du Kosovo, etc.) qui perturbent les relations de bon voisinage en Europe. Enfin, d’un point de vue stratégique, Moscou se montre toujours intransigeant à l’égard des ambitions américaines d’installer en Europe orientale un bouclier anti-missiles officiellement dirigé contre Téhéran. Sans doute faut-il voir dans le renforcement récent des capacités militaires russes, y compris nucléaires, face aux pays baltes, une expression du mécontentement de la Russie face à ce qui est perçu comme une provocation américaine.

L’année 2012 sera une année électorale autant importante qu’incertaine dans plusieurs grandes démocraties. Fort d’une réelle popularité dans son pays, l’élection de Vladimir Poutine devrait, elle, n’être qu’une simple formalité. Après deux mandats présidentiels, suivi de cinq années passées comme Premier ministre, Vladimir Poutine va rempiler l’an prochain jusqu’en 2018 (le mandat présidentiel est passé de cinq à six ans), voire 2024 s’il venait à se représenter et à être réélu. Autant dire que l’Europe risque d’avoir encore de nombreuses années durant des relations quelque peu tendues avec son grand voisin oriental.

Pascal LOROT

Le nouvel Économiste – N°1584 – 13 octobre 2011